



SAISON 4 : 1ÈRE SESSION D'ÉCHANGE : LE 13 OCTOBRE 2023

Les sujets du mois :

- **Sujet 1 : Gaza et la Palestine**

- L'analyse de la question palestinienne est facilement réinterprétée avec de forts partis pris. Par exemple, une carte exposant quels pays soutiennent le Hamas a très largement circulé et été également reprise par Le Monde, alors que son contenu relève d'une interprétation des faits (elle liste l'Algérie, la Tunisie, la Libye, Djibouti, le Qatar, le Yémen, l'Iran et l'Afghanistan comme pro-Hamas).

- On peut se demander si la question palestinienne a encore une importance à l'international et si le soutien dépasse la région et s'étend sur un périmètre plus grand tel que sur les pays asiatiques. Par exemple, la Malaisie ne condamne pas le Hamas et l'Indonésie n'est pas très claire à ce sujet. Certains pays musulmans sont entre les deux. Les États-Unis et l'Europe, désignés comme « Occident », soutiennent Israël, alors que le « Sud global » est plutôt en sympathie avec la cause palestinienne. Israël tente d'éviter les Palestiniens politiquement, tout en faisant la paix avec les États arabes du Golfe, puis le Maroc, par le biais des accords d'Abraham ; ainsi, du côté arabe, seuls les EAU ont exprimé clairement leur soutien à Israël. Les pays qui ont fait la paix avec Israël, soit l'Égypte et la Jordanie, sont profondément déstabilisés. En Israël, même, l'unité nationale est plus difficile à maintenir que par le passé.

- Aucun pays ne veut pour le moment que le conflit s'étende. L'implication très forte de l'administration Biden peut avoir un impact sur les prochaines élections aux États-Unis. Sa position est délicate sur le plan international comme en interne. Emmanuel Macron, par l'absence de prise de parole pendant cinq jours, montre que la France n'a pas vraiment de solutions à proposer si ce n'est que le rapatriement des binationaux en Israël.

- D'un point de vue global, il n'existe pas de perspective en vue ni sur la création de deux états, ni sur la question palestinienne. Le risque d'escalade régional au Moyen-Orient est difficile à évaluer. Nous sommes aujourd'hui dans le temps de la guerre et la diplomatie fait terriblement défaut. Les États-Unis, qui ont supervisé les efforts de paix dans le passé, ne sont plus vus comme un médiateur juste, que ce soit par les Palestiniens ou les autres États arabes. Toutefois, la Chine ou d'autres pays neutres tels que les BRICS pourraient alors se positionner, comme l'avait fait la Norvège au début des années 1990.

- **Sujet 2 : Le Sud Caucase : la question du Haut Karabakh**

- La guerre reprend entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. C'est un résidu de problématiques soviétiques historiques : certaines frontières n'ont jamais été internationalement reconnues. La Russie est ambivalente : la majorité du gaz que l'Azerbaïdjan exporte vers l'Union Européenne vient de Russie donc Moscou a tout intérêt à garder ses liens avec l'Azerbaïdjan, mais la Russie a aussi une très importante base militaire en Arménie.

- On a assisté entre le conflit de 2020 et l'offensive azerbaïdjanaise de 2023 à une compétition entre la Russie, les États Unis et l'Union européenne pour mettre à la même table l'Arménie et

l'Azerbaïdjan. Est-ce que le conflit s'est éteint par la purification ethnique ? Le point de vue de la diaspora arménienne de Montréal sur le Haut Karabakh est qu'il faut y maintenir la présence des Arméniens, et de nouveaux réfugiés ne seraient pas forcément les bienvenus.

- La situation est-elle réversible ? Une résolution a été prise au Conseil de l'Europe afin de ne pas légaliser la réintégration du Haut Karabakh dans l'Azerbaïdjan. La question du retour des Arméniens dans le Haut Karabakh reste en suspens. Les acteurs extérieurs, comme Pachinian lui-même, sont assez silencieux sur ce point.

Le thème de la semaine : La rentrée diplomatique française en trois questions

1. Quel est le bilan de la politique étrangère française à l'heure actuelle ?

L'analyse du discours aux ambassadeurs tenu par le Président de la République le 28 août 2023 est très instructive. La conférence des ambassadeurs est un événement annuel où le président définit la ligne nationale. Sur le fond, Emmanuel Macron a beaucoup insisté cette année sur la cohérence de son action, mais cette obsession de la cohérence apparaît décalée dans un contexte de forte rupture : crise russo-ukrainienne, coups d'État à répétition en Afrique, explosion de violence à Gaza. La vision présentée manque aussi de modestie : le président se présente en position de leadership, notamment sur les questions européennes, se voit comme exemplaire au Soudan ou au Niger, réactif sur l'Ukraine et indispensable sur le Sahel, et pionnier : premier président français à s'être rendu en visite officielle en Mongolie. Pour lui, le bilan global est donc très positif. Emmanuel Macron n'exprime pas vraiment de priorité géographique. La méthode macronienne repose sur la désinstitutionnalisation des relations internationales, avec la mise en avant de la jeunesse et des sociétés civiles, et sur une forte personnalisation ; mais la France pousse aussi le nouveau multilatéralisme. Le président appelle les diplomates à avoir confiance dans son expérience, son bon sens ; il faut être lucide, dans la réalité, sans naïveté. Macron veut pratiquer une diplomatie d'instinct et d'intuition ce qui est parfois risqué, lorsque la réalité dément les intuitions présidentielles.

2. Quelles sont les priorités de la diplomatie française ?

Le discours d'Emmanuel Macron est structuré autour de grandes thématiques : sécurité et stabilité, indépendance et autonomie stratégique, partenariat et réforme de la gouvernance internationale. La géographie n'est pas prioritaire et est traitée sous ces angles thématiques. Ainsi, la thématique « sécurité et stabilité » est illustrée par le Sahel, mais le président ne fait aucune annonce sur les futures priorités de la France en Afrique. L'Europe est analysée sous l'angle de l'affaiblissement, la CPE doit la rendre plus efficace en permettant de gérer l'élargissement. L'immigration s'inscrit dans la réflexion sur l'Europe ; elle est vue uniquement sous l'aspect sécuritaire et policier, de la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale. Le président réaffirme son soutien à l'Ukraine, et aborde les Balkans et le Caucase par la seule problématique du Kosovo. Pour le Moyen-Orient la Syrie et l'Iran sont très brièvement mentionnés et aucune des graves crises régionales n'est disséquée par le président. Le Pacifique et la Méditerranée semblent entrer dans le même « paquet » maritime. Ce pointillisme ne dessine pas de direction claire ; on comprend cependant que l'Europe, l'Ukraine, le Transatlantique, resteront des priorités.

3. Comment la France est-elle perçue ?

Emmanuel Macron est extrêmement attentif à la communication et à l'image que la France renvoie sur la scène internationale. On l'a vu sur l'Afrique, où l'échec français est principalement imputé à une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux. Les efforts du président sur l'Afrique du Nord nous ont pour le moment brouillés à la fois avec le Maroc et l'Algérie. Le

président s'intéresse par ailleurs de très près aux BRICS et a tenté sans succès de se faire inviter à leur sommet. En Europe, l'Italie de Meloni pourrait défier Macron.

Les questions :

1- Comment une collectivité ayant un partenariat avec une collectivité palestinienne devrait se positionner vis-à-vis de la situation actuelle au Proche-Orient ?

Le sujet humanitaire s'impose et fournit une façon assez digne pour les collectivités de rentrer dans le sujet. Le terrorisme et la guerre entraînent des pertes humaines, des dégâts énormes sur les populations civiles. Même si on est en désaccords avec les options du gouvernement israélien, on doit cependant évoquer les victimes israéliennes innocentes qui ne représentent pas le gouvernement israélien. Les opérations israéliennes à Gaza préparent une catastrophe humanitaire. L'impact psychologique est comparable à celui du 11 septembre 2001 aux États-Unis et cette comparaison devrait impacter la prise de décision : les États Unis ont mené à l'époque une politique de vengeance en prétendant travailler à la démocratisation du Moyen Orient, qui a totalement échoué ; l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan qui ont été des fiascos tant sur le plan militaire que politique. Il est indispensable de faire preuve d'empathie, des deux côtés, mais aussi de rappeler qu'à terme la diplomatie doit reprendre le dessus. Nous devons revenir à une perspective de paix et cette négociation de paix ne doit absolument pas « effacer » les palestiniens de notre champ de vision.

2- Quels sont les engagements diplomatiques de la France au Proche et Moyen Orient ? Est-ce que les collectivités agissent en ligne avec les stratégies françaises ?

Il n'existe pas de stratégie sur le long terme si on prend en compte le discours d'Emmanuel Macron aux ambassadeurs. Deux crises ont été mentionnées : concernant la Syrie, le président affirme que Bachar El Assad ne sera réintégré dans la communauté internationale que s'il coopère contre le terrorisme. Pour l'Iran il estime qu'on ne doit pas se féliciter de la simple signature d'un accord avec l'Arabie Saoudite car l'Iran risque de ne pas respecter sa parole, et rappelle que six ressortissants français sont encore détenus en Iran. En tant que chercheuse, je ne travaille pas sur ces deux pays que mentionne l'Élysée, car c'est impossible. Mais dans la réalité, la France a renforcé ses coopérations avec les pays du Golfe, et les Émirats arabes unis sont devenus notre partenaire majeur. La France s'est en revanche mise en difficulté à la fois avec le Maroc et l'Algérie. L'Égypte est aussi notre partenaire privilégié, mais le pays est en perte de vitesse. Concernant la question palestinienne, il est flagrant que le dossier a disparu des bureaux des diplomates français : la France n'a pas tenu le dossier à jour.